

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 8 décembre 2021
(Convocation du 1^{er} décembre 2021)

Aujourd'hui, le huit décembre deux mille vingt et un à 16h, le bureau dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, en vertu du chapitre II du règlement intérieur et selon la loi n° 2021-1465 du 10 novembre 2021, sous la présidence de Monsieur Paul Carrère

Étaient présents en visioconférence :

Mesdames et Messieurs Dominique Degos, Céline Salles, Paul Carrère, Charles Pelanne, Bernard Pouban, Bernard Verdier

Étaient excusés :

Messieurs Thierry Carrère, Gérard Castet

Secrétaire de séance :

Madame Céline Salles

OBJET : Conventions / Risques fluviaux - Conventions de délégation d'une partie de la compétence GEMAPI avec la communauté de communes du Pays Grenadois, la communauté de communes Chalosse Tursan et la communauté de communes Terres des Chalosse

Exposé des motifs :

La compétence GEMAPI a été attribuée aux EPCI-FP depuis le 1^{er} janvier 2018. Les communautés de communes du Pays Grenadois, Chalosse Tursan et Terres de Chalosse ont transféré la compétence gestion des milieux aquatiques à des syndicats de bassins versants et ont choisi, jusqu'à présent, d'assurer en propre l'item 5 de la GEMAPI, soit la gestion des ouvrages de protection contre les inondations.

Afin d'être accompagnés dans la mise en œuvre de cette nouvelle compétence, ces EPCI-FP ont délégué à l'EPTB certaines actions relevant de cette partie de la compétence, notamment dans un souci de mutualisation d'un accompagnement technique dédié.

Les premières conventions de délégation ont été mises en œuvre jusqu'au 31 décembre 2021. Il convient aujourd'hui pour ces EPCI-FP de prolonger le travail partenarial établi, au moyen de nouvelles conventions de délégation.

Vu la loi n°2010-15-63 du 16 décembre 2010 portant réforme des collectivités territoriales, et notamment son article 73,

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et l'affirmation des métropoles,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 1111-8 et R. 1111-1 ;

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 211-7 et L. 213-12,

Vu le décret n° 2015-1038 du 20 août 2015 relatif aux établissements publics territoriaux de bassin et aux établissements publics d'aménagement et de gestion de l'eau,

Vu le décret n° 2015-526 du 12 mai 2015 relatif aux règles applicables aux ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et aux règles de sûreté des ouvrages hydrauliques,

Vu le décret n° 2019-895 du 28 août 2019 portant diverses dispositions d'adaptation des règles relatives aux ouvrages de prévention des inondations

Considérant les conventions de délégations d'une partie de la compétence GEMAPI établies entre l'EPTB et les communautés de communes du Pays Grenadois, Chalosse Tursan et Terres de Chalosse à compter du 1^{er} janvier 2018 et jusqu'au 31 décembre 2021,



Considérant le souhait de ces EPCI-FP de mutualisation et de capitalisation des compétences techniques, administratives et réglementaires au sein de l'EPTB pour la gestion de système d'endiguement,

LE BUREAU

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- de se prononcer favorablement sur les termes des conventions de délégations d'une partie de la GEMAPI à intervenir avec les communautés de communes du Pays Grenadois, Chalosse Tursan et Terres de Chalosse,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 8 décembre 2021 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRERE



INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Envoyé en préfecture le 17/12/2021

Reçu en préfecture le 17/12/2021



ID : 040-254002264-20211208-B30_2021-DE

CONVENTION

Délégation d'une partie de la compétence GEMAPI au titre des articles L. 1111-8 et R.1111-1 du code général des collectivités territoriales

Entre :

L'Institution Adour, domiciliée 38 rue Victor Hugo 40025 Mont-de-Marsan cedex et représentée par son président Paul CARRÈRE, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n° B30/2021 en date du 8 décembre 2021,

ci-après dénommée : l'**EPTB**

Et :

La communauté de communes du Pays Grenadois, domiciliée 14 place des Tilleuls - 40270 Grenade-sur-l'Adour, représentée par son président, Jean-Luc LAFENETRE, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n° xxxx en date du xxxxxxxx,

ci-après dénommée : la **CCPG**

Vu la loi n° 2010-15-63 du 16 décembre 2010 portant réforme des collectivités territoriales, et notamment son article 73,

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et l'affirmation des métropoles,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 1111-8 et R. 1111-1 ;

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 211-7 et L. 213-12,

Vu le décret n° 2015-1038 du 20 août 2015 relatif aux établissements publics territoriaux de bassin et aux établissements publics d'aménagement et de gestion de l'eau,

Vu le décret n° 2015-526 du 12 mai 2015 relatif aux règles applicables aux ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et aux règles de sûreté des ouvrages hydrauliques,

Vu le décret n° 2019-895 du 28 août 2019 portant diverses dispositions d'adaptation des règles relatives aux ouvrages de prévention des inondations

Vu l'arrêté interpréfectoral PR/DAECL/2016/n° 790 en date du 29 décembre 2016 portant transformation de l'entente interdépartementale « Institution Adour » en syndicat mixte ouvert,

Vu l'arrêté interpréfectoral PR/DC2PAT/2018/n° 94 en date du 16 mai 2018 portant modification des statuts du syndicat mixte « Institution Adour »,

Vu l'article 10.1 des statuts en vigueur de l'EPTB portant sur les modalités inhérentes à la délégation de compétence,

Vu les statuts de la communauté de communes du Pays Grenadois,

Vu la convention de délégation d'une partie de la compétence GEMAPI au titre des articles L.1111-8 et R.1111-1 du code général des collectivités territoriales établie entre l'EPTB et la CCPG en date du 10 janvier 2018, ainsi que ses avenants n° 1, 2, 3 et 4 établis respectivement en date du 7 mai 2018, 6 juillet 2020, 7 janvier 2021 et xxxxxxxxxxxx.

Vu la délibération n° B30/2021 en date du 8 décembre 2021 de l'Institution Adour relative à l'approbation des termes de la présente convention,

Vu la délibération n° xxxxxxxx en date du xxxxxxxx de la communauté de communes du Pays Grenadois relative à l'approbation des termes de la présente convention.

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUE SUI

L'EPTB, syndicat mixte ouvert constitué sur le bassin de l'Adour de Région, Départements, établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre (EPCI-FP) et de syndicats mixte de bassin versant, conduit depuis plusieurs années, des démarches d'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique (item 1° de l'article L. 211-7 du code de l'environnement) et de protection contre les inondations (item 5° de l'article L. 211-7 du code de l'environnement) sur son périmètre de compétence :

- Restauration de champs d'expansion de crues,
- Restauration de l'espace de mobilité des cours d'eau,
- Réalisation d'aménagements hydrauliques,
- Création et gestion de systèmes d'endiguement.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la CCPG est compétente en matière de gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI) sur son territoire. Afin d'appréhender de manière globale les problématiques d'inondation, de mutualiser les compétences, de mettre en œuvre les politiques relatives à l'inondation et de rechercher une économie d'échelle, la CCPG a souhaité déléguer une partie de la compétence GEMAPI à l'EPTB sur le bassin versant de l'Adour moyen.

Dans ce cadre, une première convention a été établie entre les deux parties pour une durée initiale de deux années et prorogée de deux années supplémentaires par avenant.

L'objet de la présente convention consiste donc à renouveler le cadre de la délégation d'une partie de la compétence GEMAPI entre la CCPG et l'EPTB.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUI**ARTICLE 1 : COMPETENCE DELEGUEE**

La CCPG, en tant qu'EPCI-FP délégant, délègue à l'EPTB, collectivité délégataire, les actions suivantes relevant de la compétence GEMAPI (item 5°) :

Mission	Objet	Actions déléguées à l'EPTB
Protection contre les inondations (5°)	Gestion des systèmes d'endiguement	Gestion du système d'endiguement Pénich - Laburthe à Larrivière-Saint-Savin conformément aux consignes écrites de l'ouvrage qui seront annexées à cette convention par voie d'avenant (tenue du registre, missions de surveillance, réalisation des études et rapports techniques - EDD, VTA, rapports de surveillance, ...)
		Réalisation des travaux de recul et de confortement du système d'endiguement Pénich - Laburthe à Larrivière-Saint-Savin
		Gestion du système d'endiguement Loubéry - Courrèges à Grenade-sur-l'Adour conformément aux consignes écrites de l'ouvrage qui seront annexées à cette convention par voie d'avenant (tenue du registre, missions de surveillance, réalisation des études et rapports techniques - EDD, VTA, rapports de surveillance, ...)
		Réalisation des travaux de confortement du système d'endiguement Loubéry - Courrèges à Grenade-sur-l'Adour

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention prend effet à compter de sa signature et pour une durée de 5 ans jusqu'à la réalisation de la visite technique approfondie (VTA).

ARTICLE 3 : CONDITIONS DE RENOUVELLEMENT

La présente convention de délégation pourra être renouvelée après avis des assemblées délibérantes des parties, à l'initiative de l'une ou l'autre des deux parties et en fonction de l'atteinte des objectifs

ARTICLE 4 : OBJECTIFS A ATTEINDRE ET INDICATEURS DE SUIVI/REALISATION

L'EPTB devra nécessairement atteindre les objectifs ci-dessous et fournir les indicateurs suivants :

ACTIONS DELEGUEES A L'EPTB	OBJECTIFS	INDICATEURS
Gestion du système d'endiguement Pénich - Laburthe à Larrivière-Saint-Savin conformément aux consignes écrites de l'ouvrage qui seront annexée à cette convention par voie d'avenant (tenue du registre, missions de surveillance, réalisation des études et rapports techniques - EDD, VTA, rapports de surveillance, ...)	Mise en œuvre des consignes écrites de l'ouvrage telles qu'annexées à la présente convention	Tenue du registre de l'ouvrage Réalisation et transmission des rapports (surveillance - VTA - EISH)
Réalisation des travaux de recul et de confortement du système d'endiguement Pénich - Laburthe à Larrivière-Saint-Savin	Confortement de l'ouvrage	Taux de réalisation
Gestion du système d'endiguement Loubéry - Courrèges à Grenade-sur-l'Adour conformément aux consignes écrites de l'ouvrage qui seront annexée à cette convention par voie d'avenant (tenue du registre, missions de surveillance, réalisation des études et rapports techniques - EDD, VTA, rapports de surveillance, ...)	Mise en œuvre des consignes écrites de l'ouvrage telles qu'annexées à la présente convention	Tenue du registre de l'ouvrage Réalisation et transmission des rapports (surveillance - VTA - EISH)
Réalisation des travaux de confortement du système d'endiguement Loubéry - Courrèges à Grenade-sur-l'Adour	Confortement de l'ouvrage	Taux de réalisation

ARTICLE 5 : DISPOSITIF DE CONTROLE DE LA DELEGATION

L'EPTB devra tout mettre en œuvre pour permettre à la CCPG d'exercer les contrôles, notamment financiers et organisationnels, requis pour évaluer la réalisation correcte de la délégation de compétence mentionnée ci-dessus.

À cet égard, il devra tenir à la disposition des agents mandatés par la CCPG tous les documents comptables afférents à la délégation de compétence, ainsi que toutes les notes, tous les courriers, comptes rendus, contrats et tous autres documents qui concernent l'exercice de cette compétence. Il devra permettre l'accès aux contrôles sur pièces et sur place.

Sur le plan technique, dans les cas de procédure de commande publique, le DCE réalisé pour la consultation de prestataires sera validé par la CCPG qui participera également à l'analyse des offres. Des réunions régulières entre la CCPG et l'EPTB, permettant de réaliser des points d'étape pour l'exécution de la présente convention et pour la préparation et le suivi de l'étude, auront lieu a

minima selon la fréquence suivante et en supplément en tant que de besoin à l'initiative de l'une ou l'autre des deux parties :

NATURE DE REUNION	PARTICIPANTS	FREQUENCE
Technique opérationnelle	Personnels des deux structures	2 fois par an
Technique stratégique	Directeurs des services techniques des deux structures Chargés de mission des deux structures	1 fois par an
Politiques	Élus des deux structures	1 fois par an

ARTICLE 6 : CADRE FINANCIER DE LA DELEGATION

L'EPTB et la CCPG décident d'un commun accord que les sommes correspondantes aux participations attendues (indiquée en annexe 3) seront versées en fonction de l'avancement des missions déléguées et sur production de décomptes, et actualisées au regard des modifications éventuelles (coûts définitifs après consultation, actualisation des plans de financement, événements particuliers) pour l'ensemble des opérations telles que détaillées en annexe 3. L'accord de la CCPG devra être demandé avant l'engagement de crédits, de manière à s'assurer de la bonne inscription au budget des crédits nécessaires.

ARTICLE 7 : CADRE COMPTABLE DE LA DELEGATION

La comptabilité des opérations de la présente délégation de compétence fera l'objet d'une identification particulière dans le cadre d'un suivi analytique du budget de l'EPTB.

Les opérations relatives aux travaux de recul et /ou confortement des ouvrages de protection contre les inondations seront enregistrées comme opérations sous mandat au compte 458 de la collectivité délégataire. Les numéros des opérations sous mandats sont précisés dans l'annexe 3 de la présente convention.

ARTICLE 8 : MOYENS DE FONCTIONNEMENT MIS A DISPOSITION

La CCPG mettra les moyens matériels suivants à disposition de l'EPTB pour l'exercice de cette compétence déléguée :

- Salles de réunion,
- Documents et données nécessaires à la réalisation des études,
- Informations relatives à la maîtrise foncière de l'ouvrage ainsi qu'à son entretien
- ...

ARTICLE 9 : RESILIATION ANTICIPEE

La présente convention peut être résiliée avant son terme par un commun accord des deux parties qui donnera lieu à un avenant réglant les conditions de cette résiliation.

La CCPG, en tant qu'EPCI-FP délégant, peut mettre fin au contrat avant son terme normal pour des motifs d'intérêt général.

La décision de résiliation ne peut prendre effet qu'après un délais minimum de 6 mois à compter de la date de notification, adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au lieu du siège de l'EPTB, collectivité délégataire.

L'évaluation des éventuels préjudices financiers sera effectuée à l'amiable ou à dire d'expert.

La convention sera résiliée de fait en cas de transfert de la CCPG à l'EPTB des missions déléguées.

ARTICLE 10 : CONCILIATION - RESOLUTION DES LITIGES

Les parties cosignataires de la présente convention conviennent que les litiges qui résulteraient de l'application de la présente convention feront l'objet d'une tentative de conciliations par une commission composée de trois experts : le premier est désigné par le délégant, le deuxième par le délégataire et le troisième par les deux premiers experts.



En cas d'échec de la tentative de conciliation, la juridiction compétente sera éventuellement saisie à l'initiative de la partie la plus diligente.

ARTICLE 11 : MODIFICATIONS

Les modifications à la présente convention feront l'objet d'un avenant.

Fait à Mont-de-Marsan, le

Fait à Grenade-sur-l'Adour, le

Paul CARRERE
Président de l'Institution Adour

Jean-Luc LAFENETRE
Présidente de la communauté de communes du
Pays Grenadois

Liste des pièces jointes :

- Annexe 1 : délibération n° B30/2021 de l'Institution Adour en date du 8 décembre 2021
- Annexe 2 : délibération n° xxxxxxxx de la communauté de communes du Pays Grenadois en date du xxxxxxxx
- Annexe 3 : liste et plans de financements prévisionnels afférents des actions à conduire par l'EPTB dans le cadre de la délégation de compétence.
- Annexe 4 : présentation des opérations déléguées



Annexe 3 : Liste et plans de financements prévisionnels afférents des actions à conduire par l'EPTB dans le cadre de la délégation de compétence

ACTIONS DELEGUEES A L'INSTITUTION ADOUR	COUT PREVISIONNEL	PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL	PARTICIPATION PREVISIONNELLE DE LA CCPG
Gestion du système d'endiguement Pénich - Laburthe à Larrivière-Saint-Savin conformément aux consignes écrites de l'ouvrage qui seront annexée à cette convention par voie d'avenant (tenue du registre, missions de surveillance, réalisation des études et rapports techniques - EDD, VTA, rapports de surveillance, ...)	En fonction du temps passé par année : Technicien : 217 €/j Ingénieur : 354 €/j	100 % CCPG	CCPG
Réalisation des travaux de recul et de confortement du système d'endiguement Pénich - Laburthe à Larrivière-Saint-Savin - opération sous mandat n°007	500 000 € HT	17,4 % État 17,4 % CD40 11,6 % CRNA 53,6 % EPTB (CCPG)	268 000 €
Gestion du système d'endiguement Loubéry - Courrèges à Grenade-sur-l'Adour conformément aux consignes écrites de l'ouvrage qui seront annexée à cette convention par voie d'avenant (tenue du registre, missions de surveillance, réalisation des études et rapports techniques - EDD, VTA, rapports de surveillance, ...)	En fonction du temps passé par année : Technicien : 217 €/j Ingénieur : 354 €/j	100 % CCPG	CCPG
Réalisation des travaux de confortement du système d'endiguement Loubéry - Courrèges à Grenade-sur-l'Adour - opération sous mandat - 008	A déterminer	À déterminer	À déterminer
TOTAL	500 000 € HT	-	268 000 €



Annexe 4

Opération : Gestion du système d'endiguement Pénich - Laburthe à Larrivière-Saint-Savin conformément aux consignes écrites de l'ouvrage (tenue du registre, missions de surveillance, réalisation des études et rapports techniques - EDD, VTA, rapports de surveillance, ...)

Objectif : mettre en œuvre l'exploitation de l'ouvrage de protection contre les inondations (système d'endiguement) conformément aux obligations réglementaires et aux choix effectués par la CCPG.

Contenu : Il s'agira de :

- Constituer et renseigner le registre d'ouvrage où seront notées toutes les informations relatives à l'exploitation et la surveillance de l'ouvrage : entretien, inspections, travaux, événements particuliers, ...
- Réaliser les missions de surveillance conformément aux consignes de l'ouvrages (surveillance pendant et hors événement, mise en œuvre des consignes, rédactions et transmission des rapports de surveillances, EISH, ...
- Réalisation des rapports et études techniques réglementaires (VTA, EDD, ...)

Calendrier : réalisation annuelle dimensionnée en fonction des besoins, des choix organisationnels réalisés et de la survenue d'événements (crues, séismes, ...)

Coût de l'opération :

Coût technicien : 217 €/j

Coût ingénieur : 354 €/j

Coût des études : à définir ultérieurement par voie d'avenant

Financement : 100 % CCPG

Appel de la participation de la CCPG : annuellement sur la base du temps passé à la mission

Opération : Réalisation des travaux de recul et de confortement du système d'endiguement Pénich - Laburthe à Larrivière-Saint-Savin - **opération sous mandat n°007**

Objectif : Conférer à l'ouvrage un niveau de protection pour la crue décennale de l'Adour selon les choix suivants : confortement en l'état de la partie amont de l'ouvrage, recul de la partie aval avec aménagement d'un déversoir de sécurité.

Contenu : L'opération se traduira par une mission de maîtrise d'œuvre d'un bureau d'étude agréé en sécurité des ouvrages hydrauliques et dans la réalisation des travaux de confortement (amont) ou recul (aval) de l'ouvrage.

Calendrier : les travaux sont prévus pour être réalisés à l'été 2022.

Coût prévisionnel de l'opération : 500 000 € HT (y compris missions de maîtrise d'œuvre)

Plan de financement prévisionnel :

- 17,4 % Etat
- 17,4 % CD40
- 11,6 % CRNA
- 53,6 % CCPG

Appel de la participation de la CCPG :

- une avance de 30% du montant de la participation prévisionnelle dès l'engagement de l'opération,
- des acomptes sur présentation d'une situation de dépenses au fur et à mesure de l'avancement de l'opération.

Opération : Gestion du système d'endiguement Loubéry - Courrèges à Grenade-sur-l'Adour conformément aux consignes écrites de l'ouvrage (tenue du registre, missions de surveillance, réalisation des études et rapports techniques - EDD, VTA, rapports de surveillance, ...)

Objectif : mettre en œuvre l'exploitation de l'ouvrage de protection contre les inondations (système d'endiguement) conformément aux obligations réglementaires et aux choix effectués par la CCPG.

Contenu : Il s'agira de :

- Constituer et renseigner le registre d'ouvrage où seront notées toutes les informations relatives à l'exploitation et la surveillance de l'ouvrage : entretien, inspections, travaux, événements particuliers, ...
- Réaliser les missions de surveillance conformément aux consignes de l'ouvrages (surveillance pendant et hors évènement, mise en œuvre des consignes, rédactions et transmission des rapports de surveillances, EISH, ...
- Réalisation des rapports et études techniques réglementaires (VTA, EDD, ...)

Calendrier : réalisation annuelle dimensionnée en fonction des besoins, des choix organisationnels réalisés et de la survenue d'évènements (crues, séismes, ...)

Coût de l'opération :

Coût technicien : 217 €/j

Coût ingénieur : 354 €/j

Coût des études : à définir ultérieurement par voie d'avenant

Financement : 100 % CCPG

Appel de la participation de la CCPG : annuellement sur la base du temps passé à la mission

Opération : Réalisation des travaux de confortement du système d'endiguement Loubéry - Courrèges à Grenade-sur-l'Adour - **opération sous mandat - 008**

Objectif : Conférer à l'ouvrage un niveau de protection pour la crue décennale de l'Adour.

Conditions de réalisation : cette opération sera réalisée sous réserve des résultats du diagnostic d'ouvrage, de l'étude de dangers et des objectifs de protections choisis par la CCPG

Contenu : L'opération se traduira par une mission de maîtrise d'œuvre d'un bureau d'étude agréé en sécurité des ouvrages hydrauliques et dans la réalisation des travaux de confortement de l'ouvrage.

Calendrier : à définir.

Coût prévisionnel de l'opération : à définir

Plan de financement prévisionnel : à définir

Appel de la participation de la CCPG : l'appel de la participation de la CCPG sera effectué en une fois à l'issue des travaux au regard du plan de financement définitif de l'opération.

projet



INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Envoyé en préfecture le 17/12/2021

Reçu en préfecture le 17/12/2021



ID : 040-254002264-20211208-B30_2021-DE

CONVENTION

**Délégation d'une partie de la compétence GEMAPI au
titre des articles L.1111-8 et R.1111-1 du code général
des collectivités territoriales**

Entre :

L'Institution Adour, domiciliée 38 rue Victor Hugo 40025 Mont-de-Marsan cedex et représentée par son président Paul CARRÈRE, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n° B30/2021 en date du 8 décembre 2021,

ci-après dénommée : l'**EPTB**

Et :

La Communauté de communes Chalosse Tursan, domiciliée Immeuble Les Violettes - 1 rue Bellocq - 40500 Saint-Sever, représentée par sa présidente, Pascale REQUENNA, dûment autorisée à signer la présente convention par délibération n° xxxx en date du xxxxxxxx,

ci-après dénommée : la **CCCT**

Vu la loi n°2010-15-63 du 16 décembre 2010 portant réforme des collectivités territoriales, et notamment son article 73,

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et l'affirmation des métropoles,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 1111-8 et R. 1111-1 ;

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 211-7 et L. 213-12,

Vu le décret n°2015-1038 du 20 août 2015 relatif aux établissements publics territoriaux de bassin et aux établissements publics d'aménagement et de gestion de l'eau,

Vu le décret n°2015-526 du 12 mai 2015 relatif aux règles applicables aux ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et aux règles de sûreté des ouvrages hydrauliques,

Vu le décret n°2019-895 du 28 août 2019 portant diverses dispositions d'adaptation des règles relatives aux ouvrages de prévention des inondations

Vu l'arrêté interpréfectoral PR/DAECL/2016/n°790 en date du 29 décembre 2016 portant transformation de l'entente interdépartementale « Institution Adour » en syndicat mixte ouvert,

Vu l'arrêté interpréfectoral PR/DC2PAT/2018/n°94 en date du 16 mai 2018 portant modification des statuts du syndicat mixte « Institution Adour »,

Vu l'article 10.1 des statuts en vigueur de l'EPTB portant sur les modalités inhérentes à la délégation de compétence,

Vu les statuts de la CCCT,

Vu la convention de délégation d'une partie de la compétence GEMAPI au titre des articles L.1111-8 et R.1111-1 du code général des collectivités territoriales établie entre l'EPTB et la CCCT en date du 24 janvier 2018, ainsi que ses avenants n° 1, 2, 3 et 4 établis respectivement en date du 14 mai 2018, 10 mai 2019, 16 juin 2020 et 9 septembre 2020.

Vu la délibération n° B30/2021 en date du 8 décembre 2021 de l'Institution Adour relative à l'approbation des termes de la présente convention,

Vu la délibération n° xxxxxxxx en date du xxxxxxxx de la communauté de communes Chalosse Tursan relative à l'approbation des termes de la présente convention.

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUE SUIIT

L'EPTB, syndicat mixte ouvert constitué sur le bassin de l'Adour de Région, Départements, établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre (EPCI-FP) et de syndicats mixtes de bassin versant, conduit depuis plusieurs années, des démarches d'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique (item 1° de l'article L. 211-7 du code de l'environnement) et de protection contre les inondations (item 5° de l'article L. 211-7 du code de l'environnement) sur son périmètre de compétence :

- Restauration de champs d'expansion de crues,
- Restauration de l'espace de mobilité des cours d'eau,
- Réalisation d'aménagements hydrauliques,
- Création et gestion de systèmes d'endiguement.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la CCCT est compétente en matière de gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI) sur son territoire. Afin d'appréhender de manière globale les problématiques d'inondation, de mutualiser les compétences, de mettre en œuvre les politiques relatives à l'inondation et de rechercher une économie d'échelle, la CCCT a souhaité déléguer une partie de la compétence GEMAPI à l'EPTB sur le bassin versant de l'Adour moyen.

Dans ce cadre, une première convention a été établie entre les deux parties pour une durée initiale de deux années et prorogée de deux années supplémentaires par avenant.

L'objet de la présente convention consiste donc à renouveler le cadre de la délégation d'une partie de la compétence GEMAPI entre la CCCT et l'EPTB.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT

ARTICLE 1 : COMPETENCE DELEGUEE

La CCCT, en tant qu'EPCI-FP délégant, délègue à l'EPTB, collectivité délégataire, les actions suivantes relevant de la compétence GEMAPI (item 5°) :

Mission	Objet	Actions déléguées à l'EPTB
Protection contre les inondations (5°)	Gestion des systèmes d'endiguement	Gestion du système d'endiguement de Saint-Sever conformément aux consignes écrites de l'ouvrage telles qu'annexées à la présente convention (tenue du registre, missions de surveillance, réalisation des études et rapports techniques - EDD, VTA, rapports de surveillance, ...)
		Réalisation des travaux de confortement du système d'endiguement de Saint-Sever (pose d'un clapet anti-retour, traitement de la végétation arbustive - conformément au dossier de classement de l'ouvrage)

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention prend effet à compter de sa signature et pour une durée de 5 ans jusqu'à la réalisation de la visite technique approfondie (VTA).

ARTICLE 3 : CONDITIONS DE RENOUVELLEMENT

La présente convention de délégation pourra être renouvelée après avis des assemblées délibérantes des parties, à l'initiative de l'une ou l'autre des deux parties et en fonction de l'atteinte des objectifs

ARTICLE 4 : OBJECTIFS A ATTEINDRE ET INDICATEURS DE SUIVI/REALISATION

L'EPTB devra nécessairement atteindre les objectifs ci-dessous et fournir les indicateurs suivants :

ACTIONS DELEGUEES A L'EPTB	OBJECTIFS	INDICATEURS
Gestion du système d'endiguement de Saint-Sever conformément aux consignes écrites de l'ouvrage telles qu'annexées à la présente convention (tenue du registre, missions de surveillance, réalisation des études et rapports techniques - EDD, VTA, rapports de surveillance, ...)	Mise en œuvre des consignes écrites de l'ouvrage telles qu'annexées à la présente convention	Tenue du registre de l'ouvrage Réalisation et transmission des rapports (surveillance - VTA - EISH)
Réalisation des travaux de confortement du système d'endiguement de Saint-Sever (pose d'un clapet anti-retour, traitement de la végétation arbustive - conformément au dossier de classement de l'ouvrage)	Confortement de l'ouvrage	Taux de réalisation

ARTICLE 5 : DISPOSITIF DE CONTROLE DE LA DELEGATION

L'EPTB devra tout mettre en œuvre pour permettre à la CCCT d'exercer les contrôles, notamment financiers et organisationnels, requis pour évaluer la réalisation correcte de la délégation de compétence mentionnée ci-dessus.

À cet égard, il devra tenir à la disposition des agents mandatés par la CCCT tous les documents comptables afférents à la délégation de compétence, ainsi que toutes les notes, tous les courriers, comptes rendus, contrats et tous autres documents qui concernent l'exercice de cette compétence.

Il devra permettre l'accès aux contrôles sur pièces et sur place.

Sur le plan technique, dans les cas de procédure de commande publique, le DCE réalisé pour la consultation de prestataires sera validé par la CCCT qui participera également à l'analyse des offres.

Des réunions régulières entre la CCCT et l'EPTB, permettant de réaliser des points d'étape pour l'exécution de la présente convention et pour la préparation et le suivi de l'étude, auront lieu à minima selon la fréquence suivante et en supplément en tant que de besoin à l'initiative de l'une ou l'autre des deux parties :

NATURE DE REUNION	PARTICIPANTS	FREQUENCE
Technique opérationnelle	Personnels des deux structures	2 fois par an
Technique stratégique	Directeurs des services techniques des deux structures Chargés de mission des deux structures	1 fois par an
Politiques	Élus des deux structures	1 fois par an

ARTICLE 6 : CADRE FINANCIER DE LA DELEGATION

L'EPTB et la CCCT décident d'un commun accord que les sommes correspondantes aux participations attendues (indiquée en annexe 3) seront versées en fonction de l'avancement des missions déléguées et sur production de décomptes, et actualisées au regard des modifications éventuelles (coûts définitifs après consultation, actualisation des plans de financement, événements particuliers) pour l'ensemble des opérations telles que détaillées en annexe 3. L'accord de la CCCT devra être demandé avant l'engagement de crédits, de manière à s'assurer de la bonne inscription au budget des crédits nécessaires.

ARTICLE 7 : CADRE COMPTABLE DE LA DELEGATION

La comptabilité des opérations de la présente délégation de compétence fera l'objet d'une identification particulière dans le cadre d'un suivi analytique du budget de l'EPTB.

Les opérations relatives aux travaux de recul et /ou confortement des ouvrages de protection contre les inondations seront enregistrées comme opérations sous mandat au compte 458 de la collectivité délégataire. Les numéros des opérations sous mandats sont précisés dans l'annexe 3 de la présente convention.

ARTICLE 8 : MOYENS DE FONCTIONNEMENT MIS A DISPOSITION

La CCCT mettra les moyens matériels suivants à disposition de l'EPTB pour l'exercice de cette compétence déléguée :

- Salles de réunion,
- Documents et données nécessaires à la réalisation des études,
- Informations relatives à la maîtrise foncière de l'ouvrage ainsi qu'à son entretien
- ...

ARTICLE 9 : RESILIATION ANTICIPEE

La présente convention peut être résiliée avant son terme par un commun accord des deux parties qui donnera lieu à un avenant réglant les conditions de cette résiliation.

La CCCT, en tant qu'EPCI-FP délégant, peut mettre fin au contrat avant son terme normal pour des motifs d'intérêt général.

La décision de résiliation ne peut prendre effet qu'après un délais minimum de 6 mois à compter de la date de notification, adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au lieu du siège de l'EPTB, collectivité délégataire.

L'évaluation des éventuels préjudices financiers sera effectuée à l'amiable ou à dire d'expert.

La convention sera résiliée de fait en cas de transfert de la CCCT à l'EPTB des missions déléguées.

ARTICLE 10 : CONCILIATION - RESOLUTION DES LITIGES

Les parties cosignataires de la présente convention conviennent que les litiges qui résulteraient de l'application de la présente convention feront l'objet d'une tentative de conciliations par une commission composée de trois experts : le premier est désigné par le délégant, le deuxième par le délégataire et le troisième par les deux premiers experts.

En cas d'échec de la tentative de conciliation, la juridiction compétente sera éventuellement saisie à l'initiative de la partie la plus diligente.

ARTICLE 11 : MODIFICATIONS

Les modifications à la présente convention feront l'objet d'un avenant.

Fait à Mont-de-Marsan, le

Fait à Saint-Sever, le

Paul CARRERE
Président de l'Institution Adour

Pascale REQUENNA
Présidente de la communauté de communes
Chalosse Tursan



Liste des pièces jointes :

- Annexe 1 : délibération n° B30/2021 de l'Institution Adour en date du 8 décembre 2021
- Annexe 2 : délibération n° xxxxxxxx de la communauté de communes Chalosse Tursan en date du xxxxxxxx
- Annexe 3 : liste et plans de financements prévisionnels afférents des actions à conduire par l'EPTB dans le cadre de la délégation de compétence.
- Annexe 4 : présentation des opérations déléguées

Annexe 3 : Liste et plans de financements prévisionnels afférents des actions à conduire par l'EPTB dans le cadre de la délégation de compétence

ACTIONS DELEGUEES A L'INSTITUTION ADOUR	COUT PREVISIONNEL	PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL	PARTICIPATION PREVISIONNELLE DE LA CCCT
Gestion du système d'endiguement de Saint-Sever conformément aux consignes écrites de l'ouvrage telles qu'annexées à la présente convention (tenue du registre, missions de surveillance, réalisation des études et rapports techniques - EDD, VTA, rapports de surveillance, ...)	En fonction du temps passé par année : Technicien : 217 €/j Ingénieur : 354 €/j	100 % CCCT	CCCT
Réalisation des travaux de confortement du système d'endiguement de Saint-Sever (pose d'un clapet anti-retour, traitement de la végétation arbustive - conformément au dossier de classement de l'ouvrage - opération sous mandat 009)	À préciser suite aux études AVP par voie d'avenant	100 % CCCT	CCCT
TOTAL	À préciser par voie d'avenant	-	À préciser par voie d'avenant



Annexe 4

Opération : Gestion du système d'endiguement de Saint-Sever conformément aux consignes écrites de l'ouvrage telles qu'annexées à la présente convention (tenue du registre, missions de surveillance, réalisation des études et rapports techniques - EDD, VTA, rapports de surveillance, ...)

Objectif : mettre en œuvre l'exploitation de l'ouvrage de protection contre les inondations (système d'endiguement) conformément aux obligations réglementaires et aux choix effectués par la CCCT.

Contenu : Il s'agira de :

- Constituer et renseigner le registre d'ouvrage où seront notées toutes les informations relatives à l'exploitation et la surveillance de l'ouvrage : entretien, inspections, travaux, événements particuliers, ...
- Réaliser les missions de surveillance conformément aux consignes de l'ouvrages (surveillance pendant et hors événement, mise en œuvre des consignes, rédactions et transmission des rapports de surveillances, EISH, ...)
- Réalisation des rapports et études techniques réglementaires (VTA, EDD, ...)

Calendrier : réalisation annuelle dimensionnée en fonction des besoins, des choix organisationnels réalisés et de la survenue d'événements (crues, séismes, ...)

Coût de l'opération :

Coût technicien : 217 €/j

Coût ingénieur : 354 €/j

Coût des études : à définir ultérieurement par voie d'avenant

Financement : 100 % CCCT

Appel de la participation de la CCCT : annuellement sur la base du temps passé à la mission

Opération : Réalisation des travaux de confortement du système d'endiguement de Saint-Sever (pose d'un clapet anti-retour, traitement de la végétation arbustive - conformément au dossier de classement de l'ouvrage - **opération sous mandat 009**

Objectif : Conférer à l'ouvrage un niveau de protection pour la crue centennale de l'Adour selon les choix suivants effectués par la CCCT

Contenu : L'opération se traduira par une mission de maîtrise d'œuvre d'un bureau d'étude agréé en sécurité des ouvrages hydrauliques et dans la réalisation des travaux de confortement (traitement de la végétation arborée, pose d'un clapet anti-retour)

Calendrier : les travaux sont prévus pour être réalisés à l'été 2022 ou 2023.

Coût prévisionnel de l'opération : à définir avec le rendu des études AVP effectuées par un bureau d'étude agréé.

Financement : CCCT

Appel de la participation de la CCCT : l'appel de la participation de la CCCT sera effectué en une fois à l'issue des travaux au regard du plan de financement définitif de l'opération.



INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Envoyé en préfecture le 17/12/2021

Reçu en préfecture le 17/12/2021



ID : 040-254002264-20211208-B30_2021-DE

CONVENTION

**Délégation d'une partie de la compétence GEMAPI au
titre des articles L.1111-8 et R.1111-1 du code général
des collectivités territoriales**

Entre :

L'Institution Adour, domiciliée 38 rue Victor Hugo 40025 Mont-de-Marsan cedex et représentée par son président Paul CARRÈRE, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n° B30/2021 en date du 8 décembre 2021,

ci-après dénommée : l'**EPTB**

Et :

La Communauté de communes Terres de Chalosse, domiciliée 55 place Foch - 40380 Montfort-en-Chalosse, représentée par son Président, Didier GAUGEACQ, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n° xxxx en date du xxxxxxxx,

ci-après dénommée : la **CCTC**

Vu la loi n°2010-15-63 du 16 décembre 2010 portant réforme des collectivités territoriales, et notamment son article 73,

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et l'affirmation des métropoles,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 1111-8 et R. 1111-1 ;

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 211-7 et L. 213-12,

Vu le décret n°2015-1038 du 20 août 2015 relatif aux établissements publics territoriaux de bassin et aux établissements publics d'aménagement et de gestion de l'eau,

Vu le décret n°2015-526 du 12 mai 2015 relatif aux règles applicables aux ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et aux règles de sûreté des ouvrages hydrauliques,

Vu le décret n°2019-895 du 28 août 2019 portant diverses dispositions d'adaptation des règles relatives aux ouvrages de prévention des inondations

Vu l'arrêté interpréfectoral PR/DAECL/2016/n°790 en date du 29 décembre 2016 portant transformation de l'entente interdépartementale « Institution Adour » en syndicat mixte ouvert,

Vu l'arrêté interpréfectoral PR/DC2PAT/2018/n°94 en date du 16 mai 2018 portant modification des statuts du syndicat mixte « Institution Adour »,

Vu l'article 10.1 des statuts en vigueur de l'EPTB portant sur les modalités inhérentes à la délégation de compétence,

Vu les statuts de la CCTC,

Vu la convention de délégation d'une partie de la compétence GEMAPI au titre des articles L.1111-8 et R.1111-1 du code général des collectivités territoriales établie entre l'EPTB et la CCTC en date du 31 janvier 2018, ainsi que ses avenants n° 1, 2 et 3 établis respectivement en date du 11 juillet 2018, 16 juin 2020 et 4 février 2021.

Vu la délibération n° B30/2021 en date du 8 décembre 2021 de l'Institution Adour relative à l'approbation des termes de la présente convention,

Vu la délibération n° xxxxxxxx en date du xxxxxxxx de la communauté de communes Terres de Chalosse relative à l'approbation des termes de la présente convention.

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUE SUIV

L'EPTB, syndicat mixte ouvert constitué sur le bassin de l'Adour de Région, Départements, établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre (EPCI-FP) et de syndicats mixtes de bassin versant, conduit depuis plusieurs années, des démarches d'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique (item 1° de l'article L. 211-7 du code de l'environnement) et de protection contre les inondations (item 5° de l'article L. 211-7 du code de l'environnement) sur son périmètre de compétence :

- Restauration de champs d'expansion de crues,
- Restauration de l'espace de mobilité des cours d'eau,
- Réalisation d'aménagements hydrauliques,
- Création et gestion de systèmes d'endiguement.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la CCTC est compétente en matière de gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI) sur son territoire. Afin d'appréhender de manière globale les problématiques d'inondation, de mutualiser les compétences, de mettre en œuvre les politiques relatives à l'inondation et de rechercher une économie d'échelle, la CCTC a souhaité déléguer une partie de la compétence GEMAPI à l'EPTB sur le bassin versant de l'Adour moyen.

Dans ce cadre, une première convention a été établie entre les deux parties pour une durée initiale de deux années et prorogée de deux années supplémentaires par avenant.

L'objet de la présente convention consiste donc à renouveler le cadre de la délégation d'une partie de la compétence GEMAPI entre la CCTC et l'EPTB.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIV

ARTICLE 1 : COMPETENCE DELEGUEE

La CCTC, en tant qu'EPCI-FP délégant, délègue à l'EPTB, collectivité délégataire, les actions suivantes relevant de la compétence GEMAPI (item 5) :

Mission	Objet	Actions déléguées à l'EPTB
Protection contre les inondations (5°)	Gestion des systèmes d'endiguement	Réalisation de l'étude du devenir de l'ouvrage Maisonnave - RD10 (cf convention relative à la mise en œuvre du PAPI de l'agglomération dacquoise)

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention prend effet à compter de sa signature et a une durée de 5 ans.

ARTICLE 3 : CONDITIONS DE RENOUVELLEMENT

La présente convention de délégation pourra être renouvelée après avis des assemblées délibérantes des parties, à l'initiative de l'une ou l'autre des deux parties et en fonction de l'atteinte des objectifs

ARTICLE 4 : OBJECTIFS A ATTEINDRE ET INDICATEURS DE SUIVI/REALISATION

L'EPTB devra nécessairement atteindre les objectifs ci-dessous et fournir les indicateurs suivants :

ACTIONS DELEGUEES A L'EPTB	OBJECTIFS	INDICATEURS
Réalisation de l'étude du devenir de l'ouvrage Maisonnave - RD10	Finalisation de l'étude	Taux de réalisation

ARTICLE 5 : DISPOSITIF DE CONTROLE DE LA DELEGATION



L'EPTB devra tout mettre en œuvre pour permettre à la CCTC d'exercer les contrôles, notamment financiers et organisationnels, requis pour évaluer la réalisation correcte de la délégation de compétence mentionnée ci-dessus.

À cet égard, il devra tenir à la disposition des agents mandatés par la CCTC tous les documents comptables afférents à la délégation de compétence, ainsi que toutes les notes, tous les courriers, comptes rendus, contrats et tous autres documents qui concernent l'exercice de cette compétence.

Il devra permettre l'accès aux contrôles sur pièces et sur place.

Sur le plan technique, dans les cas de procédure de commande publique, le DCE réalisé pour la consultation de prestataires sera validé par la CCTC qui participera également à l'analyse des offres.

Des réunions régulières entre la CCTC et l'EPTB, permettant de réaliser des points d'étape pour l'exécution de la présente convention et pour la préparation et le suivi de l'étude, auront lieu à minima selon la fréquence suivante et en supplément en tant que de besoin à l'initiative de l'une ou l'autre des deux parties :

NATURE DE REUNION	PARTICIPANTS	FREQUENCE
Technique opérationnelle	Personnels des deux structures	2 fois par an
Technique stratégique	Directeurs des services techniques des deux structures Chargés de mission des deux structures	1 fois par an
Politiques	Élus des deux structures	1 fois par an

ARTICLE 6 : CADRE FINANCIER DE LA DELEGATION

L'EPTB et la CCTC décident d'un commun accord que les sommes correspondantes aux participations attendues (indiquée en annexe 3) seront versées en fonction de l'avancement des missions déléguées et sur production de décomptes, et actualisées au regard des modifications éventuelles (coûts définitifs après consultation, actualisation des plans de financement, événements particuliers) pour l'ensemble des opérations telles que détaillées en annexe 3. L'accord de la CCTC devra être demandé avant l'engagement de crédits, de manière à s'assurer de la bonne inscription au budget des crédits nécessaires.

ARTICLE 7 : CADRE COMPTABLE DE LA DELEGATION

La comptabilité des opérations de la présente délégation de compétence fera l'objet d'une identification particulière dans le cadre d'un suivi analytique du budget de l'EPTB.

ARTICLE 8 : MOYENS DE FONCTIONNEMENT MIS A DISPOSITION

La CCTC mettra les moyens matériels suivants à disposition de l'EPTB pour l'exercice de cette compétence déléguée :

- Salles de réunion,
- Documents et données nécessaires à la réalisation des études,
- Informations relatives à la maîtrise foncière de l'ouvrage ainsi qu'à son entretien
- ...

ARTICLE 9 : RESILIATION ANTICIPEE

La présente convention peut être résiliée avant son terme par un commun accord des deux parties qui donnera lieu à un avenant réglant les conditions de cette résiliation.

La CCTC, en tant qu'EPCI-FP délégant, peut mettre fin au contrat avant son terme normal pour des motifs d'intérêt général.

La décision de résiliation ne peut prendre effet qu'après un délai minimum de 6 mois à compter de la date de notification, adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au lieu du siège de l'EPTB, collectivité délégataire.

L'évaluation des éventuels préjudices financiers sera effectuée à l'amiable ou à dire d'expert.

La convention sera résiliée de fait en cas de transfert de la CCTC à l'EPTB des missions déléguées.



ARTICLE 10 : CONCILIATION - RESOLUTION DES LITIGES

Les parties cosignataires de la présente convention conviennent que les litiges qui résulteraient de l'application de la présente convention feront l'objet d'une tentative de conciliations par une commission composée de trois experts : le premier est désigné par le délégant, le deuxième par le délégataire et le troisième par les deux premiers experts.

En cas d'échec de la tentative de conciliation, la juridiction compétente sera éventuellement saisie à l'initiative de la partie la plus diligente.

ARTICLE 11 : MODIFICATIONS

Les modifications à la présente convention feront l'objet d'un avenant.

Fait à Mont-de-Marsan, le

Fait à Monfort-en-Chalosse, le

Paul CARRERE
Président de l'Institution Adour

Didier GAUGEACQ
Présidente de la communauté de communes
Terres de Chalosse

Liste des pièces jointes :

- Annexe 1 : délibération n° B30/2021 de l'Institution Adour en date du 8 décembre 2021
- Annexe 2 : délibération n° xxxxxxxx de la communauté de communes Terres de Chalosse en date du xxxxxxxx
- Annexe 3 : liste et plans de financements prévisionnels afférents des actions à conduire par l'EPTB dans le cadre de la délégation de compétence.
- Annexe 4 : présentation des opérations déléguées



Annexe 3 : Liste et plans de financements prévisionnels afférents des actions à conduire par l'EPTB dans le cadre de la délégation de compétence

ACTIONS DELEGUEES A L'INSTITUTION ADOUR	COUT PREVISIONNEL	PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL	PARTICIPATION PREVISIONNELLE DE LA CCTC
Réalisation de l'étude du devenir de l'ouvrage Maisonnave - RD10	85 772,40 € TTC	30 % Feder 48,97 % État 21,03 % EPTB (CCTC)	18 040,68 €
TOTAL	85 772,40 € TTC	-	18 040,68 €



Annexe 4

Opération : Réalisation de l'étude du devenir de l'ouvrage Maisonnave - RD10.

Objectif : permettre à la CCTC gémapienne d'effectuer les choix de classement en système d'endiguement de cet ouvrage de protection

Contenu : Il s'agira de :

- Réaliser un diagnostic d'ouvrage (topographie, géotechnie, fonctionnement hydraulique)
- Evaluer les niveaux de sûreté et de danger actuel de l'ouvrage
- Elaborer des scénarios chiffrés de confortement et de recul en fonction de différents niveaux de protection cibles

Calendrier : l'étude sera finalisée au cours du premier semestre 2022

Coût de l'opération : 85 772,40 € TTC

Plan de financement prévisionnel :

- 30 % Feder
- 48,97 % État
- 21,03 % CCTC

Appel de la participation de la CCTC : en fin d'opération sur la base du plan de financement définitif de l'opération